

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 32 (1995)
Heft: 1209

Artikel: Pékin, le rendez-vous mondial des femmes
Autor: Klein, Sylviane
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1015466>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 14.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

L'INVITÉE DE DP

Pékin, le rendez-vous mondial des femmes

A New York avait lieu en mars dernier la dernière rencontre préparatoire de la Conférence internationale des femmes, qui se tiendra à Pékin en septembre prochain. Cinq régions du monde étaient chargées de préparer une plate-forme d'action.

SYLVIANE KLEIN

rédaCTRICE en chef de
Femmes Suisses

REPÈRES

La rencontre préparatoire de la future Conférence de Pékin s'est tenue du 13 au 24 mars à New York. 54 pays, dont la Suisse (région Europe), en faisaient partie.

Droits de l'«homme»

Parmi les points relevés par l'ONU lors de la Conférence préparatoire, celui de la notion des droits de «l'homme» qui s'arrête à l'interprétation exclusivement masculine du terme. Il existe dans ce concept une véritable carence au niveau des droits des femmes, provenant du fait que les inégalités et les violences dont elles sont victimes sont du domaine privé et non public. Exemple: une femme sur quatre dans le monde est victime de violences dans son propre foyer. Violences souvent admises comme normales et sur lesquelles les Etats ferment les yeux.

Ratification suisse

Lors de l'approbation du rapport sur la situation des femmes en Suisse, le Conseil fédéral a annoncé sa volonté de proposer cette année encore aux Chambres fédérales la ratification de la Convention de l'ONU – aujourd'hui déjà signée par 138 Etats – pour l'élimination de toute forme de discrimination envers les femmes.

Des tonnes de papiers noircis, d'innombrables ordinateurs qui crépitent et crachent des réflexions stratégiques, des milliers d'organisations qui pensent, rédigent, commentent, proposent, analysent, depuis des mois, dans l'ombre des bureaux, la situation des femmes dans le monde. Une agitation qui a aussi gagné la Suisse, même si les médias sont restés largement muets sur cette question.

Après Mexico en 1975, Copenhague en 1980 et Nairobi en 1985, Pékin accueillera, du 4 au 15 septembre prochain, la 4^e Conférence internationale des femmes. L'espace d'une quinzaine de jours, l'attention des peuples se focalisera sur la condition des femmes. Dans le monde entier, un travail considérable de recherche est en train de s'accomplir pour préparer cette rencontre organisée par l'ONU. Action est le mot d'ordre de cette conférence, placée sous la devise Egalité, Développement et Paix.

Le rôle des ONG féminines

En parallèle à la Conférence de Pékin, les Organisations non gouvernementales (ONG) apporteront leur propre contribution. Elles siégeront dans la capitale chinoise du 30 août au 8 septembre 1995. Depuis quelques années, elles jouent un rôle important dans la préparation et le déroulement des conférences internationales. Dès la mise en œuvre des travaux préparatoires, elles déploient une activité de fourmis laborieuses: lobbying auprès des gouvernements, formulation de recommandations et d'exigences. Elles créent une articulation entre les mouvements politiques et sociaux de base et les gouvernements.

Les organisations féminines ont tendance à ne voir dans l'ONU qu'un «grand machin inutile» et sont réticentes devant son inefficacité trop souvent démontrée. Pourtant, au fil des conférences, les ONG féminines sortent de l'anonymat et sont de plus en plus prises au sérieux. A Vienne, en octobre dernier, lors des travaux préparatoires régionaux de la Conférence de Pékin, quelque 1200 femmes de 54 pays ont participé à leur propre Forum, élaborant une ligne d'action pour influencer sur le cours de la rencontre.

Les gouvernements ne leur facilitent pas la tâche et les sponsors ne se ruent pas sur elles. Pour les participantes, c'est un aspotolat. Pauvres parmi les pauvres, les organisations féminines ont mille peines à décrocher quelques aides financières éparpillées. A Vienne, les groupes de travail ont dû se passer de toute traduction simultanée et seules quelques femmes des pays

de l'Est ont obtenu la restitution de leurs frais de voyage.

Lors de la rencontre autrichienne, les représentantes des ONG ont procédé à une lecture critique des documents officiels. Le texte des gouvernements mettait l'accent sur les aspects économiques de la situation des femmes: féminisation de la pauvreté, faible contribution des femmes à l'économie, inégalités face au travail, etc... Les ONG ont une approche différente: «Le système en soi n'est l'objet d'aucune critique», explique Stella Jegher, participante suisse alémanique, active au Forum suisse des ONG. «Il faudrait simplement y inclure avec plus de force et de conviction la dynamique propre aux femmes. Les ONG posent des questions de fond et privilégient le regard des femmes sur les questions économiques. Elles optent pour des thèmes plus vastes et réfléchissent à l'essence des phénomènes. Elles jettent un regard critique sur les analyses qui ne tiennent aucun compte de la manière de comprendre propre aux femmes. Ainsi en est-il de la globalisation de l'économie, une évolution qui, incontestablement, pose un problème grave de société». Les ONG estiment qu'il ne s'agit pas tant d'intégrer les femmes aux structures économiques que de réformer lesdites structures. Leur regard critique – on s'en doute – n'a guère été repris par les gouvernements. Les thèmes de la militarisation et de la paix n'ont pratiquement pas eu d'impact. La question du désarmement n'apparaît pas dans le document officiel. Même échec dans le domaine de la santé. Les femmes d'Europe attendaient plus que ce qui fut négocié au Caire, lors de la Conférence sur la population et le développement.

Le suivi des mesures décidées

On aurait tort de mépriser l'influence réelle de ces grandes rencontres sur les gouvernements. A Vienne, Patricia Schulz, cheffe du bureau fédéral de l'égalité, était du voyage: «Je suis satisfaite des premiers résultats, si on pense que les Etats, par leur participation, doivent s'engager à mettre à exécution les mesures qui seront prescrites suite à ces travaux».

Tous les pays devaient présenter un rapport sur l'évolution de la situation des femmes depuis la Conférence de Nairobi. En Suisse, ce rapport, placé sous la responsabilité du Bureau fédéral de l'égalité, a été adopté par le Conseil fédéral en décembre dernier. Il dresse un inventaire de toutes les mesures de promotion de l'égalité introduites dans la législation et

Trop peu de Suisses qualifiés

(*réd.*) Sur 100 personnes engagées dans la R&D, 26 ne sont pas de nationalité suisse. Le personnel helvétique ne suffit pas à satisfaire les besoins des différents domaines scientifiques et technologiques, entreprises privées et hautes écoles. C'est dans le secteur des entreprises privées que l'effectif des étrangers est le plus élevé (27%), suivi des hautes écoles (26%). La Confédération ne compte que 2% d'étrangers, en raison même des conditions qui régissent l'engagement.

Ces ressources humaines étrangères constituent une force de travail hautement spécialisée et bien formée. En effet, 50% de ces personnes sont dotées d'un titre académique, environ 10% d'un diplôme ETS ou ESCEA et près de 40% ont suivi une formation technique, commerciale ou autre. Dans les entreprises privées, 40% des titulaires d'un titre académique sont étrangers; dans l'in-

●●● dans la pratique. Il aborde entre autres, et grâce à un important travail de lobbying des ONG, de nombreux domaines sociaux et politiques: éducation, emploi, santé, violences contre les femmes, féminisation de la pauvreté, migrantes, etc. Les ONG se sont prononcées dans une annexe qui fait partie intégrante du rapport national.

Quelques regrets cependant, dans l'euphorie de ces exercices préparatoires. A l'heure où l'on parle d'égalité et non plus d'émancipation des femmes, ce sujet décidément n'intéresse que ces dernières: on ne peut que déplorer la quasi totale absence des hommes dans ces débats. L'absence des Romandes pose également un point d'interrogation. Le manque d'ouverture des Suisses aussi: lors de la désignation de la délégation qui se rendait à New York, ni la candidature d'une Tibétaine, soutenue par pratiquement tous les membres du Comité national, ni celle de deux migrantes, proposée par les trente ONG féministes du Forum, n'ont été acceptées.

«Que restera-t-il de tout cela? se demande Stella Jegher. Un amoncellement de papiers sans véritable solution concrète? Cette quantité d'énergie pour des textes secs, issus de longues discussions et de difficiles compromis, pose des problèmes après chaque conférence internationale. Toutefois, il faut se souvenir qu'au-delà des papiers et des déclarations ce qui compte vraiment, ce sont les contacts, les discussions, les rencontres et les échanges entre des femmes de cultures différentes. Ce qui compte, ce sont ces multiples expériences qui enrichissent et qui vivifient ensuite la vie et l'activité politique quotidienne». ■

dustrie chimique, alimentaire et textile, ce personnel représente plus de la moitié des effectifs. La proportion des étrangers est moins élevée dans les hautes écoles (29%).

En outre, sur un total de 58 630 postes, en 1992, 21% sont occupés par des femmes. Ces dernières sont le moins représentées dans les entreprises privées (17%) et à la Confédération (16%), alors qu'elles constituent 30% du personnel dans les hautes écoles. Leur formation: commerciale ou technique. Les universitaires sont nettement moins représentées (17%) et les ingénieures ETS ou diplômées ESCEA presque inexistantes. (Office fédéral de la statistique, section des hautes écoles et de la science, in *Vision*, magazine de la science et de la recherche 1/95). ■

IMPRESSUM

Rédacteur responsable:
Jean-Daniel Delley (jd)
Rédactrice:
Valérie Bory (vb)
Ont également collaboré à ce numéro:
André Gavillet (ag)
Charles-F. Pochon (cfp)
Jean-Luc Seylaz
Forum: Sylviane Klein
Composition et maquette:
Valérie Bory,
Françoise Gavillet
Administrateur-délégué:
Luc Thévenoz
Impression:
Imprimerie des Arts et
Métiers SA, Renens
Abonnement annuel:
80 francs
Administration, rédaction:
Saint-Pierre 1
case postale 2612
1002 Lausanne
Téléphone:
021/312 69 10
Télécopie: 021/312 80 40
CCP: 10-15527-9

COMMERCE INTERNATIONAL

Le référendum avorté

(*jd*) Le comité référendaire contre les accords du Gatt a largement échoué dans sa tentative de réunir les 50 000 signatures requises pour susciter une votation populaire. Mal organisé, trop faible – aucun parti et organisation ne l'a appuyé, même pas les écologistes –, le comité a surtout singulièrement manqué d'arguments. En effet, l'idée que la Suisse, extrêmement dépendante de ses échanges avec l'étranger, puisse rester à l'écart d'un accord qui lie l'ensemble de la communauté est tout simplement indéfendable. Les opposants n'ont pas réussi à proposer une alternative crédible. Et pour cause: l'alternative, c'est au sein même de la nouvelle organisation mondiale du commerce qu'elle devra progressivement se faire une place. En complétant les accords déjà adoptés, et trop unilatéralement marqués par des critères purement économiques, par des dispositions relevant de la protection de l'environnement et de la justice sociale. Ces améliorations, c'est en participant à l'OMC et non en restant sur la touche que nous pourrions contribuer à les imposer: les organisations critiques, en exerçant une pression constante sur le Conseil fédéral, et la Suisse avec d'autres pays, conscients qu'à terme l'économie ne peut se développer que dans un environnement de qualité et dans des conditions socialement équitables.

Ce débat rappelle singulièrement celui sur les relations de la Suisse avec l'Europe: pour nombre de nos compatriotes l'Union européenne présente encore trop de défauts pour justifier une adhésion de notre pays. Mais il faudra bien se rendre à l'évidence: le temps n'est plus aux modèles taillés sur mesure. Des ensembles économiques et politiques se construisent à l'échelon continental et planétaire. Ils deviendront ce que leurs membres voudront qu'ils soient et non ce que les spectateurs aimeraient qu'ils soient. ■